

Le budget—M. Riis

Pour ce qui est de notre ouverture aux marchés d'exportation ou même de notre aptitude à nous implanter sur ces marchés, nos résultats sont médiocres. C'est en partie parce que les dirigeants d'entreprises sont incapables ou refusent d'occuper des postes à l'étranger et d'apprendre une langue étrangère.

L'une des conclusions les plus intéressantes de l'étude concerne le souci de l'innovation; sur ce plan, nous nous plaçons au seizième rang après avoir occupé la treizième place. Ce sont là certains des problèmes sur lesquels nous devons nous pencher et certaines des attitudes que nous devons changer.

C'est pour les raisons que je viens d'énumérer, monsieur le Président, que je propose, appuyé par le député de Végréville (M. Mazankowski):

Qu'on modifie la motion en retranchant tous les mots suivant le mot «Que» et en les remplaçant par ce qui suit:

«La Chambre blâme le gouvernement et rejette le budget parce qu'il ne s'attaque pas adéquatement à la tragédie humaine que constitue le chômage et qu'il augmente un déficit déjà impossible à administrer tout en alourdissant encore davantage le fardeau fiscal des Canadiens.»

Des voix: Bravo!

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, je dois dire que les Canadiens se remettent aujourd'hui du budget de relance. Une chose est parfaitement claire. Bien que le ministre des Finances (M. Lalonde) ait prêté l'oreille à un grand nombre de personnes pendant qu'il préparait son budget, il n'a écouté que quelques rares interlocuteurs privilégiés, soit les représentants des milieux financiers. Ils avaient quelque chose à lui dire et il les a écoutés très attentivement. Le budget reflète leur point de vue. Il a par ailleurs écouté légalement les députés progressistes conservateurs et accepté bon nombre de leurs recommandations, suggestions et conseils.

Monsieur le Président, je soutiens que même s'il a été présenté par un ministre libéral, le budget dont nous discutons aujourd'hui est d'inspiration fondamentalement conservatrice. Pourquoi dire cela? C'est parce qu'au moment où l'on compte deux millions de Canadiens qui sont aujourd'hui sans travail, qui le seront demain, cet été, cet hiver et qui le resteront l'an prochain, seule une poignée de Canadiens verront leurs affaires marcher rondement cette année grâce à ce budget conservateur.

Ce n'est pas le genre de budget que souhaitaient nos concitoyens qui regardaient la télévision ou écoutaient la radio. Ce n'est pas un budget conservateur qu'ils espéraient voir présenter à la Chambre des communes hier soir mais un budget susceptible de donner une direction très nette, énergique et audacieuse à l'économie canadienne.

Les Canadiens espéraient qu'on allait enfin prendre des mesures pour assurer l'essor et la prospérité économiques au Canada. Nos concitoyens de toutes les régions et de toutes conditions sociales espéraient que l'exposé économique leur donnerait une idée claire de l'orientation que prendrait le pays.

Mais les Canadiens n'ont rien vu de tout cela, monsieur le Président. On leur a servi un budget dépourvu de mesures concrètes, un budget qui ne contribuera pas à stimuler l'économie de façon sensible. Ce qu'ils ont obtenu c'est un budget conservateur qui ne donne aucune impulsion à notre économie.

Le budget maintient tout simplement le statu quo, en y apportant quelques changements simplistes, et le prolonge pour une année ou deux en attendant les événements.

Certains néo-démocrates ont qualifié ce budget d'attentiste: on attend que la relance se fasse sentir aux États-Unis dans l'espoir que le Canada puisse profiter des politiques de M. Reagan.

M. Waddell: Toujours la même histoire.

M. Riis: C'est vrai. Comme mon collègue de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) vient tout juste de le dire, c'est toujours pareil. C'est vraiment un budget attentiste. Nous ne prenons aucune mesure nous-mêmes, nous attendons que d'autres règlent nos problèmes. C'est ce que nous faisons depuis des décennies. Nous comptons toujours sur les Américains, les Japonais, les Allemands et les Suisses pour nous tirer de nos difficultés.

Les Canadiens veulent prendre leurs affaires en main. Ils veulent agir maintenant. Ils attendaient du gouvernement qu'il fasse preuve de leadership et qu'il prenne les mesures voulues.

Le ministre des Finances nous a présenté un budget qui fait fi du principal problème du Canada, le manque d'emplois. Trop de Canadiens comptent sur les prestations d'assurance-chômage ou l'aide sociale à l'heure actuelle. Trop de jeunes ne pourront trouver un emploi cet été, ce qui est tragique dans un pays aussi riche que le nôtre. Des centaines de milliers de jeunes Canadiens ont été formés dans des écoles professionnelles et ont complété leur formation dans des collèges, des universités et des écoles spécialisées. Il est vraiment tragique qu'ils ne puissent pas trouver d'emploi pour utiliser les compétences et les connaissances qu'ils ont acquises. Rien de plus décourageant, démoralisant. Ce n'est pas de cette façon-là qu'on bâtit un pays.

• (1540)

Que fait le gouvernement pour les deux millions de chômeurs et les 900,000 jeunes Canadiens qui entreront sur le marché du travail dans les semaines à venir? Il prétend avoir présenté un budget propre à stimuler l'économie qui prévoit que le gouvernement accordera 4.8 milliards aux secteurs privé et public en quatre ans. Pourquoi n'avoir pas échelonné ce montant sur 20 ans ou sur sept ans, monsieur le Président? C'est de la poudre aux yeux. Cette somme ne représente que 1.2 milliard par année, soit l'équivalent de ce que nous dépensons chaque mois en prestations d'assurance-chômage. Ne pourrions-nous consacrer un peu plus d'argent à un programme de création d'emplois? C'est lamentable, monsieur le Président.

Pourquoi n'a-t-on pas prolongé la période de versement des prestations d'assurance-chômage ou n'a-t-on pas prévu une aide pour les gens qui perdent leurs maisons, que ce soit ceux qui ont été licenciés ou ceux qui viennent tout juste de retrouver du travail? Rien n'est prévu dans le budget pour aider ces personnes. On nous dit que nous devons accepter ce taux de chômage élevé et une augmentation du nombre de chômeurs cette année. Il est tragique qu'un pays aussi riche que le Canada doive tolérer un taux de chômage de 12.6 p. 100, monsieur le Président.